

## Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant.es russes à la guerre

### Résolution

L'accession au pouvoir de Donald Trump le 20 janvier a marqué le début d'une alliance inédite entre les États-Unis et la Russie. Sa première cible est l'Ukraine. Les menaces proférées à la Maison Blanche le 28 février par Trump et son clan à l'encontre du président ukrainien Volodymyr Zelensky et de l'ensemble du peuple ukrainien sont venues montrer que cette alliance aura des conséquences catastrophiques, non seulement sur l'Ukraine, mais sur toute l'Europe. Répétant les mensonges russes, Trump souhaite partager l'Ukraine et ses richesses entre ses oligarques et ceux de Poutine. Cela légitimerait rétrospectivement l'agression du 24 février 2022 et en préparant d'autres sur le continent européen.

Toutes les personnes qui, partout dans le monde, sont attachées à la démocratie, aux libertés et aux droits fondamentaux doivent amplifier leur soutien au peuple ukrainien et faire front contre ses ennemis.

La Suisse ne peut plus se cacher derrière sa neutralité. Les autorités suisses doivent choisir résolument le camp de la démocratie contre les pouvoirs qui à cette heure dominent la Russie et les États-Unis.

Réunie ce 4 mars 2025, l'assemblée du comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposant.es russes à la guerre formule les revendications suivantes :

- Devant la trahison des États-Unis, les États européens, Suisse comprise, doivent fournir à l'Ukraine tout ce dont elle a besoin sur les plans militaire, industriel, financier, économique et humanitaire pour maintenir sa résistance face à l'armée russe.
- La politique d'accueil des réfugié.es mise en place en 2022 doit perdurer. Il faut maintenir le statut S tant que la sécurité des Ukrainien.nes n'est pas assurée.
- L'application et l'extension des sanctions visant les avoirs de personnes et de firmes liées au régime de Poutine doivent se traduire par des mesures fermes et actives, en particulier dans les domaines du négoce de matières premières, des flux financiers et du gel des avoirs russes.
- La dette extérieure de l'Ukraine doit être effacée, et l'intégralité des avoirs russes dans les banques européennes doit servir au financement de l'effort militaire ukrainien, du déminage et de la reconstruction.
- Aucun plan mettant fin aux hostilités ne doit être signé sans la participation des Ukrainien.nes.
- Aucune négociation entre les deux tyrans qui dirigent la Russie et les États-Unis ne doit se dérouler sur le territoire helvétique et avec l'appui des autorités suisses, que ces négociations soient secrètes ou publiques.

Plus que jamais, la résistance ukrainienne s'avère être une défense de l'Europe tout entière. Toute victoire de l'axe Poutine-Trump s'accompagnerait inévitablement d'un renforcement de l'extrême droite partout sur le continent et au-delà.

Contraindre un pays agressé à capituler tout en épargnant l'agresseur ne favorise pas la paix, mais encourage l'extension de la guerre. Aussi bien l'Ukraine que l'Europe ont besoin d'une paix juste et durable.